

RCS : LORIENT  
Code greffe : 5601

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LORIENT atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 01221  
Numéro SIREN : 919 097 584  
Nom ou dénomination : 2MA

Ce dépôt a été enregistré le 13/03/2023 sous le numéro de dépôt A2023/001350



Esprit & vision d'entreprise

# VISTA AUDIT

## COMMISSARIAT AUX COMPTES AUDIT

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS**  
**SUR LA VALEUR DES APPORTS EN NATURE DE LA**  
**SOCIETE « POCAMSO »**  
**DEVANT ETRE EFFECTUES A LA SOCIETE**  
**« 2MA »**

VISTA Audit  
Le Mayereau  
830 rue Pierre Landais  
CS 85425  
56855 CAUDAN Cédex  
Tél. 02 97 76 20 54  
Fax 02 97 76 77 21  
contact@vista-conseil.com

[www.vista-conseil.com](http://www.vista-conseil.com)

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR DES APPORTS EN NATURE  
DEVANT ETRE EFFECTUES A LA SOCIETE 2MA**

---

**Société bénéficiaire 2MA - Apport de titres POCAMSO**

A l'Associé Unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, par décision de l'Associé Unique en date du 23 février 2023, concernant l'apport, par Monsieur Jean-Philippe RICO, de titres de la société POCAMSO à la société 2MA, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L.225-147 alinéa 2 du Code de Commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le projet d'apport en nature, il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée et d'apprécier les avantages particuliers stipulés.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, applicables à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des parts à émettre par la société bénéficiaire des apports.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver ci-après, nos constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports.
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports.
3. Conclusion.

## **1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS**

Les modalités de réalisation de l'opération, exposées de façon détaillée dans le projet de traité d'apport, peuvent se résumer comme suit.

### **1.1. Contexte de l'opération**

Monsieur Jean-Philippe RICO apporte deux cents (200) actions de la société POCAMSO à la société ZMA.

### **1.2. Présentation des sociétés concernées et/ou des parties et intérêts en présence**

#### **1.2.1 Société bénéficiaire**

La société ZMA est une société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 10 000 euros, dont le siège social est situé au 233 Lieu-dit Botelegan - 56440 LANGUIDIC, immatriculée au RCS de Lorient sous le numéro 919 097 584.

#### **1.2.2 Personne physique ou morale apporteuse**

Monsieur Jean-Philippe RICO, né le 16 juin 1979 à PAU (64), demeurant 233 Lieu-dit Botelegan - 56440 LANGUIDIC.

#### **1.2.3 Société POCAMSO dont les titres sont apportés**

La société POCAMSO est une société par actions simplifiée unipersonnelle, constituée en date du 16 juillet 2019, au capital de 2 000 euros, divisé en 200 actions de même valeur chacune (10 euros de valeur unitaire), dont le siège social est Zone d'activités de Parc Lann, local N°8 bis à VANNES (56000), immatriculée au RCS de VANNES sous le numéro 852 382 019.

La société POCAMSO a pour objet social l'achat vente de vêtements en prêt à porter, et d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières et mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Les 200 actions appartiennent en pleine propriété à l'apporteur, Monsieur Jean-Philippe RICO, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire lors de la constitution de la société.

Le président de la société est actuellement Monsieur Jean-Philippe RICO, pour une durée illimitée.

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans, à compter de son immatriculation au RCS de VANNES. Elle viendra à expiration le 15 juillet 2118, sauf en cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Son exercice social commence le 1<sup>er</sup> novembre et se termine le 31 octobre de l'année suivante.

### **1.3. Description de l'opération**

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée dans le traité d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit.

#### **1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport**

Monsieur Jean-Philippe RICO apporte à la société 2MA, qui accepte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés, et ce, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives ci-après stipulées :

- la totalité de ses actions, en pleine propriété, soit deux cents (200) actions d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune, qu'il détient de la société POCAMSO.

#### **1.3.2. Rémunération de l'apport**

Le présent apport des deux cents (200) actions est évalué expressément entre les parties à la somme de **trois-cent-vingt-cinq mille euros (325 000 euros)**, soit 1 625,00 euros par action, ce que la société bénéficiaire 2MA reconnaît comme justifié.

La société bénéficiaire 2MA sera propriétaire des actions, présentement apportées, et en aura la jouissance, à compter de la date de la signature de ses statuts modifiés.

Les apports qui précèdent sont consentis et acceptés moyennant l'attribution à Monsieur Jean-Philippe RICO, apporteur, de 32 500 actions nouvelles de dix euros (10 €) de valeur nominale chacune de la société 2MA, pour 200 actions de la société POCAMSO apportées, entièrement libérées, à créer par la société 2MA, émises au pair à titre d'augmentation de son capital social pour un montant de 325 000 euros.

#### **1.3.3. Avantages particuliers stipulés**

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

## **2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEURS DES APPORT**

### **2.1. Diligences mises en œuvre par le commissaire aux apports**

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Nous avons notamment :

- Contacté les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport ;
- Vérifié la pleine propriété des actions apportées en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- Consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- Pris connaissance de l'activité de la société POCAMSO au regard des comptes annuels arrêtés au 31 octobre 2022 ;
- Collecté des informations sur l'exploitation de l'exercice clos le 31 octobre 2022 ;
- Contrôlé qu'aucune opération postérieure à la clôture de l'exercice n'est venue modifier de manière significative le patrimoine de ladite société.

### **2.2. Réalité des apports**

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par Monsieur Jean-Philippe RICO des actions qu'il apporte à la société bénéficiaire, objet du présent rapport.

### **2.3. Appréciation de la valeur de l'apport**

#### **2.3.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation**

L'apport porte sur 200 actions, soit sur la totalité des actions composant le capital social de la société POCAMSO.

### 2.3.2. Détermination de la valeur de l'apport par les parties

La valeur des actions faisant l'objet de l'apport a été déterminée sur la base de l'exploitation des trois derniers exercices comptables de la société POCAMSO. La valeur de l'entreprise retenue correspond à la moyenne des méthodes d'évaluation retenues (patrimoniaire et rentabilité), selon le rapport établi par l'expert-comptable.

### 2.3.3 Synthèse des valorisations

Les valorisations ressortant des approches intrinsèques et analogiques confortent la valeur d'apport, pour autant que le niveau actuel de l'activité se maintienne sur les prochaines années.


## 3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenu s'élevant à 325 000 euros n'est pas surévaluée, et est au moins égale à la valeur des actions attribuées en rémunération de cet apport.

Nous n'avons pas relevé d'avantage particulier pouvant motiver une observation de notre part.

A CAUDAN, le 8 mars 2023

Société VISTA AUDIT  
Commissaire aux apports  
Représentée par François CAZEE



# Bilan Actif

		31/10/2022			31/10/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé					
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement	18 439	10 879	7 560	11 248
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	10 000	6 172	3 828	5 828
	Fonds commercial	120 000		120 000	120 000
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
	Instal. techniques, mat. et outillage indus.	9 124	5 336	3 789	5 613
	Autres immobilisations corporelles	123 214	36 035	87 179	95 688
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Particip. évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	15		15	15	
Prêts					
Autres immobilisations financières	9 688		9 688	9 062	
<b>TOTAL ( II )</b>		<b>290 481</b>	<b>58 422</b>	<b>232 059</b>	<b>247 454</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Av. et Acomptes versés s/commandes</b>				
	<b>CREANCES</b>				
	Créances clients et comptes rattachés				
	Autres créances	4 933		4 933	4 459
Capital souscrit appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	208 798		208 798	139 406	
Charges constatées d'avance				971	
<b>TOTAL ( III )</b>		<b>213 731</b>		<b>213 731</b>	<b>144 837</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( IV )	5 513		5 513	6 738
	Primes de remb des obligations ( V )				
	Ecarts de conversion actif ( VI )				
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>509 724</b>	<b>58 422</b>	<b>451 303</b>	<b>399 028</b>

**VISTA AUDIT**  
 Commissariat aux Comptes  
 Le Mayereau - CS 85425  
 830, Rue Pierre Landais  
 56 854 CAUDAN Cedex  
 Tél : 02.97.76.20.54 - E-mail : contact@vista-conseil.com  
 Siren : 788 999 779

# Bilan Passif

		31/10/2022	31/10/2021
<b>Capitaux Propres</b>	Capital social ou individuel	2 000	2 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	<b>RESERVES</b>		
	Réserve légale	200	200
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	18 930	2 577
	Report à nouveau		
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>25 468</b>	<b>16 353</b>
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>46 598</b>	<b>21 130</b>
<b>Autres fonds propres</b>	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
<b>Total des autres fonds propres</b>			
<b>Provisions</b>	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
<b>Total des provisions</b>			
<b>DETTES (1)</b>	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	228 131	274 628
	Emprunts et dettes financières divers	28 510	62 633
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 755	23 181
	Dettes fiscales et sociales	19 475	17 457
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	99 835		
Produits constatés d'avance			
<b>Total des dettes</b>		<b>404 705</b>	<b>377 898</b>
Ecarts de conversion passif			
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>451 303</b>	<b>399 028</b>

**VISTA AUDIT**  
 Commissariat aux Comptes  
 Le Mayereau - CS 85425  
 830, Rue Pierre Landais  
 56 854 CAUDAN Cedex  
 Tel. : 02.97.76.20.54 - E-mail : contact@vista-conseil.com  
 Siren : 788 999 779

# Compte de Résultat

		31/10/2022	31/10/2021
		12 mois	12 mois
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	Ventes de marchandises	794 716	501 955
	Production vendue (Biens)		
	Production vendue (Services et Travaux)		
	<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>794 716</b>	<b>501 955</b>
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation		55 633
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges		
	Autres produits	106	335
	<b>Total des produits d'exploitation (1)</b>		<b>794 822</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	Achats de marchandises	461 563	291 977
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	98 511	87 932
	Impôts, taxes et versements assimilés	3 413	2 698
	Salaires et traitements	126 330	96 068
	Charges sociales du personnel	37 399	27 156
	Cotisations personnelles de l'exploitant		
	Dotations aux amortissements :		
	- sur immobilisations		
	- charges d'exploitation à répartir	20 401	19 952
	Dotations aux dépréciations :		
- sur immobilisations			
- sur actif circulant			
Dotations aux provisions			
Autres charges	17 357	11 804	
<b>Total des charges d'exploitation (2)</b>		<b>764 974</b>	<b>537 587</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>29 848</b>	<b>20 335</b>

**VISTA AUDIT**  
 Commissariat aux Comptes  
 Le Mayereau - CS 85425  
 830, Rue Pierre Landais  
 56 854 CAUDAN Cedex  
 Tél. : 02.97.76.20.54 - E-mail : contact@vista-conseil.com  
 Siren : 788 899 779

## Compte de Résultat (suite)

		31/10/2022	31/10/2021
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>29 848</b>	<b>20 335</b>
<b>Opéra. comm.</b>	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des produits financiers</b>		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	4 533	3 934
	<b>Total des charges financières</b>	<b>4 533</b>	<b>3 934</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>(4 533)</b>	<b>(3 934)</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOS</b>		<b>25 315</b>	<b>16 402</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		49
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>		49
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>			<b>(49)</b>
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(153)	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>794 822</b>	<b>557 923</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>769 354</b>	<b>541 570</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>25 468</b>	<b>16 353</b>

**VISTA AUDIT**  
 Commissariat aux Comptes  
 Le Mayereau - CS 85 725  
 830 - Rue Pierre Lardais  
 86 854 CAUDAN Cedex  
 Tél. : 02 97 76 20 34 - Email : contact@vista-conseil.com  
 Siren : 788 999 779

**CONTRAT D'APPORT DE DROITS SOCIAUX  
De Monsieur Jean-Philippe RICO**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**Monsieur Jean-Philippe RICO**

Né le 16 juin 1979 à PAU (64)

Demeurant à 233 Lieu-dit Botelegan – 56440 LANGUIDIC

Marié avec Madame Audrey MAS sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître YAO, notaire à PAPEETE (POLYNESIE FRANCAISE), le 29 septembre 2008 préalablement à leur union célébrée à la mairie de POISSY, le 20 décembre 2008. Ce régime n'ayant pas été modifié depuis.

**Ci-après dénommée « L'APPORTEUR »  
D'une part**

**ET :**

**La société « 2MA »**

Société par actions simplifiée au capital de 10 000 Euros

Dont le siège social est à Botelegan – 56440 LANGUIDIC

Immatriculée au RCS de LORIENT sous le numéro 919 097 584,

Représentée par Monsieur Jean-Philippe RICO, Président

**Ci-après désignée « LA SOCIETE BENEFICIAIRE »  
D'autre part**

étant également désignés, collectivement, « les parties » et, séparément, « une ou la partie ».

La Société « POCAMSO » est également désignée aux présentes LA SOCIETE.

**JPR JPR**

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE ET DECLARE CE QUI SUIT :****Commissaire aux Apports**

L'apport par **Monsieur Jean-Philippe RICO** des deux cents (200) actions de la société « **POCAMSO** » rend nécessaire la désignation d'un Commissaire aux apports chargé de l'évaluation des biens en nature apportés.

A cet effet, **La Société VISTA AUDIT**, société par actions simplifiée, domiciliée 830 rue Pierre Landais – 56850 CAUDAN, représentée par Monsieur François CAZEE, a été désignée en qualité de Commissaire aux Apports suivant décision de l'Associé Unique du 23 février 2023, conformément aux dispositions de l'article L223-9 du code de commerce, avec pour mission d'apprécier et évaluer l'apport consenti par Monsieur Jean-Philippe RICO et d'établir un rapport contenant les mentions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur.

**Caractéristiques de LA SOCIETE POCAMSO**

Aux termes des statuts constitutifs en date du 9 juillet 2019, à VANNES, il existe une Société par actions simplifiée (SAS), dénommée « **POCAMSO** », au capital de 2 000 Euros, divisé en deux cents (200) actions de même valeur chacune, dont le siège social est Zone de Parc Lann, Local numéro 8 bis, 56000 VANNES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de VANNES, sous le numéro 852 382 019.

**L'objet social de LA SOCIETE POCAMSO**

Achat, vente de vêtements en prêt à porter,

Et d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières et mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

**Répartition du capital social de la SOCIETE POCAMSO**

Les deux cents (200) actions composant le capital social de la société POCAMSO appartiennent toutes à l'associé unique, Monsieur Jean-Philippe RICO

**Présidence de la SOCIETE POCAMSO**

**Monsieur Jean-Philippe RICO** est actuellement Président de la société POCAMSO, pour une durée illimitée.

**Durée de la SOCIETE POCAMSO**

La durée de LA SOCIETE est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de VANNES.  
Elle viendra à expiration le 15 juillet 2118, sauf le cas de dissolution anticipée.

**Exercice social de la SOCIETE POCAMSO**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> novembre et finit le 31 octobre de l'année suivante.

### Agrément de la SOCIETE POCAMSO

Les opérations d'apport de droits sociaux étant assimilées à des cessions, les dispositions statutaires relatives aux transmissions des actions sont applicables en cas d'apport en société.

L'article 13 des statuts sociaux de LA SOCIETE stipule ce qui suit, littéralement rapportée :

*« Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement ». »*

En conséquence, l'apport par Monsieur Jean-Philippe RICO des 200 actions qu'il détient au capital social de la société « **POCAMSO** » ne nécessite pas d'agrément.

### Situation comptable et financière de la société POCAMSO

LA SOCIETE BENEFICIAIRE déclare bien connaître les derniers comptes de LA SOCIETE, arrêtés au 31 octobre 2022, *ci-annexés*.

### EN CONSIDERATION DE L'EXPOSE PREALABLE ET DES DECLARATIONS QUI PRECEDENT, LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

#### **Article 1 – Définition et interprétation**

Le terme « CONTRAT » doit être interprété au sens large et comprendre tout document signé ou visé des parties, exposés et déclarations, pièces annexes aux présentes.

#### **Article 2 – Apport des actions**

Monsieur Jean-Philippe RICO apporte à LA SOCIETE BENEFICIAIRE, qui accepte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés, et ce, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives ci-après stipulées :

La totalité de ses actions, en pleine propriété, soit deux cents (200) actions d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune, qu'il détient de la société « **POCAMSO** ».

#### **Article 3 – Valeur des actions apportées**

Le présent apport des deux cents (200) actions est évalué expressément entre les parties à la somme de **TROIS CENT VINGT CINQ MILLE EUROS (325 000 €)**, soit **1 625,00 €** l'action, ce que la SOCIETE BENEFICIAIRE reconnaît comme justifié.

#### **Article 4 – Origine de propriété des actions apportées**

Les 200 actions appartiennent en pleine propriété à **Monsieur Jean-Philippe RICO**, APORTEUR aux présentes, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire lors de la constitution de la Société.

**Article 5 – Propriété - Jouissance**

LA SOCIETE BENEFICIAIRE sera propriétaire des actions, présentement apportées, et en aura la jouissance, à compter de la réalisation définitive du présent apport. Elle aura seule droit aux bénéfices de l'exercice en cours revenant auxdites parts ainsi qu'à toute répartition de bénéfices, de réserves, de plus-values ou d'éléments d'actif et, d'une manière générale, à toute répartition quelconque qui sera opérée par cette société à compter du même jour.

**Article 6 – Evaluation de l'apport**

La valeur des droits sociaux faisant l'objet du présent apport a été déterminée sur la base des valeurs arrêtées dans les comptes sociaux de la société POCAMSO au 31 octobre 2022. L'évaluation a été soumise à la société VISTA AUDIT, Commissaire aux apports, dont un original de son rapport est annexé au présent contrat.

**Article 7 - Rémunération de l'apport**

L'apport des actions de la société POCAMSO, évalué globalement à la somme de 325 000 euros, est consenti et accepté moyennant l'attribution à l'apporteur de 32 500 actions nouvelles de dix euros de valeur nominale chacune de la société 2MA pour 200 actions de la société POCAMSO apportées, entièrement libérées, à créer par la société 2MA, émises au pair à titre d'augmentation de son capital social pour un montant de 325 000 euros.

**Article 8 – Droits des actions nouvelles**

Les 32 500 actions nouvelles créées seront complètement assimilées aux actions anciennes et soumises comme elles à toutes les dispositions des statuts.

**Article 9 – Conditions suspensives**

Le présent apport est soumis à la condition suspensive de son approbation par l'associé unique de la société 2MA ainsi que la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la société 2MA correspondant à la rémunération dudit apport.

**Article 10 – Déclarations générales**

L'APPORTEUR déclare qu'il a la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de ses suites et, plus spécialement, qu'il ne fait pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni n'est susceptible de l'être en raison de sa profession et fonction, ni n'est en état de cessation des paiements ou de déconfiture et qu'il est résident français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

L'APPORTEUR déclare :

- Qu'il n'existe de son chef aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des parts, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- Que les parts apportées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;

Et que LA SOCIETE dont les parts sont présentement apportées n'est pas en cessation des paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement ou liquidation judiciaires.

## REGIME JURIDIQUE ET FISCAL DE L'APPORT

### Article 11 - Régime juridique

L'apport objet du présent contrat constitue un apport pur et simple soumis au régime de droit commun des apports en nature prévu à l'article L 225-147 du Code de commerce.

### Article 12 - Régime fiscal

#### Droits d'enregistrement

Sous réserve de la réalisation des conditions suspensives ci-dessus définies, l'apport objet du présent contrat sera enregistré gratuitement dans les conditions prévues à l'article 810-I du Code général des impôts.

#### Fiscalité et déclarations de l'Apporteur

Aux termes de l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts, dès lors que les apporteurs personnes physiques détiennent le contrôle de LA SOCIETE BENEFICIAIRE - cette condition étant appréciée à la date de l'apport, en tenant compte des droits détenus par le contribuable à l'issue de l'apport - la plus-value dégagée lors du présent apport de titres bénéficie de plein droit du régime de report d'imposition qui prendra fin lors de la survenance d'événements énumérés par cette disposition.

Par conséquent, la plus-value d'apport réalisée est calculée et déclarée lors de sa réalisation, mais son imposition est reportée. Elle sera donc imposée selon les règles en vigueur au titre de l'année d'expiration du report.

Il est ici précisé que le report d'imposition prend fin, notamment, lors de la cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres apportés à la société bénéficiaire dans un délai de trois (3) ans à compter de l'apport, sauf si cette société réinvestit dans un délai de deux (2) ans à compter de la cession au moins 60 % du produit de la cession dans une activité économique, à l'exception d'un patrimoine mobilier ou immobilier.

### Article 13 – Affirmation de sincérité

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

### Article 14 - Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront supportés par LA SOCIETE BENEFICIAIRE.

**Article 15 – Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur domicile et/ou siège social respectif indiqué en tête des présentes.

**Article 16 – Attribution de compétence**

Tout litige ayant son origine dans le présent contrat sera de la compétence du Tribunal de commerce du siège social de LA SOCIETE BENEFICIAIRE.



**Article 17 – Décharge de responsabilité du Rédacteur**

Les parties confirment que l'ensemble des clauses et accords contenus dans les présentes, et notamment le montant de la valeur des actions apportées, ont été consignées sur leurs seules déclarations, suite aux négociations intervenues entre elles, et que ces conventions sont en tous points conformes à leur commune intention contractuelle.

L'APPORTEUR et LA SOCIETE BENEFICIAIRE, en conséquence, donnent décharge de responsabilité, pure et simple, entière et définitive, au rédacteur des présentes.

Fait à LANGUIDIC

Le 8 mars 2023

<p style="text-align: center;"><b><u>L'APPORTEUR</u></b> Monsieur Jean-Philippe RICO</p> <p style="text-align: center;"> <b>SAS POCAMSO</b> 07320386540</p>	<p style="text-align: center;"><b><u>LA SOCIETE BENEFICIAIRE</u></b> Pour la SAS « 2MA » Monsieur Jean-Philippe RICO</p> <p style="text-align: center;"> <b>SAS 2.M.A</b> Capital social : 10 000 € 233 lieu dit Botélagan 56440 LANGUIDIC groupe2ma@gmail.com ☎ 06 50 74 84 21 Siret : 919 097 584 00016</p>
--	---

**2MA**  
**Société par actions simplifiée**  
**au capital de 10 000 euros**  
**Siège social : 233 Lieu-dit Botelegan**  
**56440 LANGUIDIC**  
**919 097 584 RCS LORIENT**

**PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE**  
**DU 8 MARS 2023**

L'an deux mille vingt-trois,  
Le huit mars,  
A 18 heures,

**Monsieur Jean-Philippe RICO**, demeurant 233 Lieu-dit Botelegan 56440 LANGUIDIC  
Associé unique de la société 2MA,

**APRES AVOIR EXPOSE :**

- qu'une augmentation de capital par apport en nature permettrait à la Société de renforcer ses fonds propres ;
- qu'il ferait apport à la Société des biens suivants : 200 actions de la société « POCAMSO », société par actions simplifiée au capital de 2 000 euros, ayant son siège social Zone de Parc Lann, Local n° 8 bis, 56000 VANNES, immatriculée au RCS de VANNES sous le n° 852 382 019,
- que l'évaluation de cet apport qui ressort à 325 000 euros et les conditions dans lesquelles il serait effectué ont été, conformément à la loi, soumises à l'appréciation du Cabinet VISTA AUDIT, commissaire aux apports désigné par l'associé unique en date du 23 février 2023 ;
- qu'en rémunération de l'apport ci-dessus désigné évalué à 325 000 euros, il lui serait attribué 32 500 actions nouvelles d'une valeur nominale de 10 euros chacune, émises au pair, entièrement libérées, de la société 2MA, qui seraient émises à titre d'augmentation de capital.
- que le capital se trouverait ainsi augmenté de 325 000 euros et serait porté à 335 000 euros.

**A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES :**

- Approbation d'un apport en nature consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation du capital social de 325 000 euros par voie d'apport en nature,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

## **PREMIERE DÉCISION**

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- d'un contrat d'apport en date à LANGUIDIC du 8 mars 2023, aux termes duquel il fait apport à la Société de 200 actions de la société POCAMSO, évalués à 325 000 euros,
- du rapport du Cabinet VISTA AUDIT, commissaire aux apports désigné par l'associé unique, en date du 8 mars 2023,

Approuve cet apport et l'évaluation qui en a été faite.

## **DEUXIEME DÉCISION**

L'associé unique décide à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première décision d'augmenter le capital social de 325 000 euros pour le porter de 10 000 euros à 335 000 euros, au moyen de la création de 32 500 actions nouvelles de 10 euros chacune, entièrement libérées, qui lui seront attribuées en totalité en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions statutaires.

## **TROISIEME DÉCISION**

L'associé unique, constatant la réalisation définitive de l'augmentation de capital, décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

### **ARTICLE 7 - APPORTS**

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :

*"Suivant décision de l'associé unique en date du 8 mars 2023, le capital social a été augmenté de 325 000 euros au moyen de l'apport effectué par Monsieur Jean-Philippe RICO de 200 actions de la société POCAMSO évaluées à 325 000 euros.*

*En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Monsieur Jean-Philippe RICO 32 500 actions de 10 euros, entièrement libérées."*

### **ARTICLE 8 – CAPITAL**

*"Le capital social est fixé à TROIS CENT TRENTE CINQ MILLE EUROS (335 000 €).*

*Il est divisé en 33 500 actions de 10 euros chacune, de même catégorie, attribuées en totalité à l'associé unique. "*

#### **QUATRIEME DÉCISION**

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Jean-Philippe RICO

**2MA**

**Société par Actions Simplifiée  
Au capital de 335 000 Euros  
Siège social : 233 Lieu-dit Botelegan  
56440 LANGUIDIC  
919 097 584 RCS LORIENT**

---

**STATUTS  
MIS A JOUR**

**Suite à l'augmentation du capital social par apport de titres**

**DAU du 08/03/2023**

**2MA**

**Société par Actions Simplifiée  
Au capital de 335 000 Euros  
Siège social : 233 Lieu-dit Botelegan  
56440 LANGUIDIC  
919 097 584 RCS LORIENT**

**STATUTS****LE SOUSSIGNE :**

⇒ **Monsieur Jean-Philippe RICO**

Né le 16 juin 1979 à PAU (64),

De nationalité française,

Demeurant 233 lieu-dit BOTELEGAN - 56440 LANGUIDIC

Marié avec Madame Audrey MAS sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître YAO, notaire à PAPEETE (POLYNESIE FRANCAISE), le 29 septembre 2008 préalablement à leur union célébrée à la mairie de POISSY, le 20 décembre 2008. Ce régime n'ayant pas été modifié depuis.

A arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) qu'il a décidé de constituer.

---

## TITRE I – FORME - DENOMINATION – OBJET - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE

---

### Article 1 - Forme

Il est formé par l'Associé Unique, soussigné, propriétaire des actions ci-après créées une Société par Actions Simplifiée (SAS) régie par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par Actions Simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

### Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société est : « **2MA** »

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

### Article 3 - Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- ⇒ **Toutes activités de société holding, de prises de participation dans toutes sociétés créées ou à créer,**
- ⇒ **L'animation de sociétés ou de groupes de sociétés par notamment l'assistance en gestion administrative, comptable, financière et commerciale,**
- ⇒ **La gestion de trésorerie intra-groupe, de portefeuille de titres de sociétés.**

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;

La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

**Article 4 – Siège social**

Le siège social est fixé au **233 lieu-dit Botelegan – 56440 LANGUIDIC**.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

**Article 5 - Durée**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (**99**) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Cette durée viendra donc à expiration en 2121.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'organe dirigeant doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés, s'ils sont plusieurs ou convoquer l'associé unique, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

**Article 6 – Exercice social**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> novembre et se termine le 31 octobre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et sera clos le 31 octobre 2023.

## TITRE II – APPORTS – CAPITAL SOCIAL

---

### Article 7 - Apports

Le soussigné fait apport à la Société, savoir :

⇒ **Monsieur Jean-Philippe RICO**

Apporte à la Société la somme de dix mille Euros, ci ..... **10 000 Euros**

Ladite somme de dix mille (**10 000**) Euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le certificat dépositaire établi par la banque CIC OUEST sise 3 rue Billaut 56000 VANNES, en date du 30 août 2022\_et ci-annexé.

### Dispositions de l'article 1832-2 du Code civil

Mr et Mme RICO étant mariés sous le régime de la séparation de biens, les dispositions de l'article 1832-2 du code civil ne sont pas applicables.

Suivant décision de l'associé unique en date du 8 mars 2023, le capital social a été augmenté de 325 000 euros au moyen de l'apport effectué par Monsieur Jean-Philippe RICO de 200 actions de la société POCAMSO évaluées à 325 000 euros. En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Monsieur Jean-Philippe RICO 32 500 actions de 10 euros, entièrement libérées.

### Article 8 – Capital

Le capital social est fixé à TROIS CENT TRENTE CINQ MILLE EUROS (335 000 €).

Il est divisé en 33 500 actions de 10 euros chacune, de même catégorie, attribuées en totalité à l'associé unique.

### Article 9 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'Associé Unique ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport de l'organe dirigeant.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

#### Délégation de pouvoirs

L'Associé Unique peut déléguer à l'organe dirigeant les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

#### Droit de préférences

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés (s'ils sont plusieurs) ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

#### Quotité libérable

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

#### **Article 10 – Comptes-courants**

L'Associé Unique peut, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « *Comptes courants* ».

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'accord commun entre l'associé unique et l'organe dirigeant.

---

## TITRE III – ACTIONS

---

### **Article 11 – Forme des valeurs mobilières**

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

### **Article 12 – Libération des actions**

#### Quotité minimale

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze (15) jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

#### Non-libération des actions

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

---

## TITRE IV – CESSION – TRANSMISSION – LOCATION D’ACTIONS

---

### Article 13 – Transmission des actions

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

#### Dispositions communes applicables aux cessions d’actions (en cas de perte du caractère unipersonnel)

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

#### **Cession :**

signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

#### **Action ou Valeur mobilière :**

signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

#### **Opération de reclassement**

signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

### Article 14 - Préemption

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'associé Cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :
  - ✓ le nombre d'actions concernées ;
  - ✓ les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
  - ✓ le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé Cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "*Agrément des cessions*" ci-après.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession.

Ce droit de préemption est exercé par notification au Président dans les deux (2) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée.

Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux (2) mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois (3) mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption.
5. Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé Cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "*Agrément des cessions*" ci-après.

6. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de huit (8) jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé Cédant.

#### **Article 15 – Agrément des cessions**

1. Les actions sont librement cessibles entre associés.
2. Les actions ne peuvent être cédées à des tiers qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

3. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.
4. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés.  
Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.
5. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
6. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément.

Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trois (3) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

7. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties.

A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

#### **Article 16 – Modifications dans le contrôle d'un associé**

En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de huit (8) jours du changement de contrôle.

Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article "*Exclusion d'un associé*".

Dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article "*Exclusion d'un associé*".

Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

#### **Article 17 – Décès d'un associé**

En cas de décès d'un associé, et compte tenu de l'intuitu personae qui caractérise la Société et le regroupement de ses associés en fonction de leurs compétences propres, les actions de l'associé décédé devront donc être acquises, si ses héritiers ne sont pas agréés dans les conditions prévues par les présents statuts, par les autres associés OU toute personne physique et/ou morale qu'ils se substitueraient totalement et/ou partiellement, sous réserve du respect de la procédure d'agrément stipulée aux présents statuts, au prorata de leur participation dans le capital ou par la Société qui devra ensuite les annuler en réduisant son capital social, dans un délai maximum de 3 mois, à compter du décès.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix de rachat, celui-ci sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

#### **Article 18 – Droit de sortie conjointe**

Dans l'hypothèse où l'un des associés envisagerait de céder tout ou partie de sa participation dans la Société à un tiers, ayant pour effet de réduire sa participation à moins de 5 % du capital social et des droits de vote, l'associé Cédant s'engage à permettre aux autres associés, si ces derniers le souhaitent, de céder également et aux mêmes conditions leur propre participation dans la Société, ce dont l'associé Cédant se portera solidairement garant.

A cet effet, tout projet de cession devra être notifié par l'associé Cédant aux autres associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, trente (30) jours au moins avant la réalisation de l'opération projetée, afin de leur permettre, le cas échéant, d'exercer la faculté de sortie conjointe qui lui est conférée aux termes du présent article.

Cette notification devra préciser la nature de l'opération projetée, le nombre de titres concernés, leur prix (ou leur valeur), les conditions de paiement, l'identité et les coordonnées du Cessionnaire, ainsi que toute autre condition ou modalité importante de la transaction.

Sont visés par la présente clause, les titres de participation dans la Société, détenus à ce jour par les associés, mais également tous ceux qu'ils viendraient à détenir ultérieurement, par tout moyen et notamment par voie de souscription, attribution gratuite ou autrement.

Sont également visés les droits de souscription ou d'attribution attachés aux titres de participation de la Société ainsi que tout autre titre ou valeur mobilière donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital et/ou aux droits de vote de la Société et que les associés détiennent ou viendraient à détenir.

Le terme cession ou mutation s'entend, quant à lui, de toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant un transfert des titres de participations détenus par les associés dans la Société, tels que définis ci-dessus, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit.

Les associés (autres que le Cédant) disposeront alors d'un délai de trente (30) jours, à compter de la réception de cette notification pour faire savoir, par écrit, à l'associé Cédant, s'ils entendent faire usage de la faculté de sortie conjointe.

A défaut, ils seront réputés avoir définitivement renoncé à l'exercice de cette faculté pour l'opération considérée.

En cas d'exercice de cette faculté par les autres associés, l'associé Cédant ne pourra céder sa propre participation ou réaliser l'opération projetée qu'après que les autres associés ayant souhaité user de la faculté de sortie conjointe qui leur est conférée aux termes du présent article, aient été mis en mesure d'accepter et d'exercer ces droits.

En cas d'exercice de la faculté de sortie conjointe par les associés autres que le Cédant, le prix de cession et les conditions de paiement seront identiques à celui et celles proposés dans la transaction principale.

## **Article 19 – Exclusion d'un associé**

### Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

### Exclusion facultative

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- prise de participation dans une société concurrente (même secteur d'activité) à la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;
- comportement déloyal ou préjudiciable à la Société ou à ses associés.

### Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, chaque associé ne disposant toutefois, pour cette décision d'exclusion et pour participer au vote s'y rapportant, que d'une seule voix, quel que soit sa participation en capital ;

L'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et sa voix est prise en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ;

Si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

#### Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément prévue aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

#### Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les trente (30) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

#### **Article 20 – Nullité des cessions d'actions**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles « *préemption* », « *Agrément des cessions* », « *Modifications dans le contrôle d'un associé* » des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

#### **Article 21 – Location d'actions**

La location d'actions est interdite.

---

## TITRE V – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

---

### Article 22 – Président de la société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

#### Désignation

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'Associé Unique ou la collectivité des associés qui fixe son éventuelle rémunération.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

#### Démission

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'Associé Unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée deux (2) mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

#### Révocation

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave.

Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président.

Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

#### Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Toutefois à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des associés :

- Emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôt consenties par des associés ;
- Achat, échanges et ventes d'immeubles ;
- Acquisition et cession de participations ;
- Octroi de garanties sur l'actif social ;
- Abandon de créances.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

#### Emission d'obligations

Le Président n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'Assemblée Générale.

### **Article 23 – Directeur Général**

#### Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci est obligatoirement représentée par son représentant légal.

Le Directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

#### Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

#### Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

- En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :
- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

### Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 26 des statuts.

### Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

### **Article 24 – Représentation sociale**

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits prévus par l'article L 2323-67 du Code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits.

Elles doivent être reçues au siège social huit (8) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés.

Le Président accuse réception de ces demandes dans les deux (2) jours de leur réception.

---

## TITRE VI – CONVENTIONS REGLEMENTEES – COMMISSAIRES AUX COMPTES

---

### **Article 25 – Conventions réglementées**

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les Commissaires aux comptes présentent à l'Associé Unique ou aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. L'associé unique ou es associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

### **Article 26 – Commissaires aux comptes**

L'Associé Unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'Associé Unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

---

## TITRE VII – DECISIONS DE L'ASSOCIE

---

### **Article 27 – Décisions de l'Associé Unique**

#### Compétence de l'Associé Unique

L'Associé Unique est seul compétent pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le Président ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- Fixer la rémunération du Président ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- modifier les statuts ;
- déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant;
- dissoudre la Société.

L'Associé Unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

#### Forme des décisions

Les décisions unilatérales de l'Associé Unique sont répertoriées dans un Registre coté et paraphé.

#### Information de l'Associé Unique

L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

### **Article 28 – Décisions collectives des associés**

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci perd son caractère unipersonnel.

#### Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

#### Décisions ordinaires :

- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;

- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- nomination et révocation des Commissaires aux comptes, titulaire et suppléant ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- autorisation des décisions du Président visées à l'article 27 des présents statuts

#### Décisions extraordinaires :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- modification des statuts ;
- émission d'actions ;
- agrément des cessions d'actions ;
- location des actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ces droits de vote ;

Les décisions collectives valablement adoptées obligent tous les associés, même absents ou dissidents.

#### Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.

Chaque action donne droit à une voix au moins.

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

#### Quorum

Un quorum de 75 % des actions ayant le droit de vote est exigé pour la validité des décisions collectives.

#### Majorité

Les décisions ordinaires sont valablement adoptées à la majorité de 51 % des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Les décisions extraordinaires sont valablement adoptées à la majorité renforcée de 65 % des voix des associés disposant du droit de vote présents ou représentés.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;

- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art. L 225-130, al. 2 du Code de commerce) ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme ;
- la révocation du Président.

### **Article 29 – Modalités des décisions collectives**

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés.

Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois (3) jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Toutefois, la Société prendra en considération, tous les transferts de propriété des titres qui pourront intervenir pendant ce délai de trois (3) jours, pour autant que lesdits transferts lui soient notifiés au plus tard la veille de l'Assemblée, à 15 heures, Heure de Paris.

### **Article 30 - Assemblées**

Les associés se réunissent en Assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 15 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L2323-67 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

### **Article 31 – Procès-verbaux des décisions collectives**

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées.

Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés.

Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

### **Article 32 – Information préalable des associés**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés quinze (15) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

#### **Article 33 – Droit de communication des associés**

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

---

## **TITRE VIII – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES RESULTATS**

---

#### **Article 34 – Comptes annuels**

A la clôture de chaque exercice, l'organe dirigeant dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé conformément aux dispositions légales.

L'associé unique ou les associés si la société en compte plusieurs approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la société en est dotée, dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

#### **Article 35 – Affectation et répartition des résultats**

##### Associé unique

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

#### Pluralité d'associés

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation et l'emploi.
3. La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision de la collectivité des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

---

## TITRE IX – LIQUIDATION – DISSOLUTION - CONTESTATIONS

---

### **Article 36 – Dissolution – Liquidation de la société**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société.

Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable.

Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué l'associé unique ou est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

### **Article 37 – Contestations**

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

---

## **TITRE X – ACTES ACCOMPLIS PORU LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION**

---

### **Article 38 - Personnalité morale - Immatriculation au Registre du Commerce**

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

### **Article 39 - Actes accomplis au nom de la société en formation**

Un état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte a été présenté aux associés avant la signature des statuts.

L'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés entraînera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

En outre, l'associé donne mandat à Monsieur Jean-Philippe RICO de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la Société en formation, jusqu'à son immatriculation au

registre du commerce et des sociétés. Il passera les actes et prendra les engagements pour le compte de la société :

Les formalités, l'enregistrement, la publication, les dépôts de tous actes nécessaires à la constitution complète et définitive de la société « 2MA », et notamment requérir l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés :

- Effectuer tous paiements des frais afférents à ces diverses formalités ;
- Déléguer tous pouvoirs pour l'accomplissement desdits formalités et dépôts ;
- Autant que de besoin, réaliser les obligations actives et passives nécessitées par le "démarrage" de l'activité de la société, notamment encaisser les premières recettes et décaisser les dépenses courantes, indispensables à la mise en fonctionnement de la société, ainsi que passer toute commande, engager le personnel ;
- Acquérir tout matériel et mobilier nécessaires au fonctionnement de la société, et autres ;
- Négocier et obtenir tous financements de ces acquisitions ;
- Souscrire toutes assurances obligatoires ;
- Contracter au nom de la société et aux conditions qu'elle jugera satisfaisantes, toute avance de trésorerie pour réunir un fonds de roulement ;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile, substituer en tout ou en partie et généralement faire le nécessaire.

L'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés comportera reprise de ces actes et engagements.

**Statuts mis à jour le 8 mars 2023**  
**Copie certifiée conforme par le Président**  
**Monsieur Jean-Philippe RICO**